

INTERNATIONAL • EUROPE

Défense : les raisons du grand blocage de l'Europe

Politiques, industriels, financiers, techniques, stratégiques... De multiples obstacles empêchent l'Europe de la défense de décoller, en dépit de la guerre en Ukraine et des injonctions du nouveau président américain.

Par Philippe Ricard, Philippe Jacqué (Bruxelles, bureau européen), Elise Vincent et Chloé Hoorman

Publié le 25 janvier 2025 à 05h30, modifié le 25 janvier 2025 à 16h26 • Lecture 6 min.

Article réservé aux abonnés



Des soldats allemands déchargent un système de missile sol-air (SAM) MIM-104 Patriot de fabrication américaine à Jasionka, en Pologne, le 23 janvier 2025. OMAR MARQUES / GETTY IMAGES VIA AFP

« *Si l'Europe veut survivre, elle doit s'armer.* » La déclaration tonitruante du premier ministre polonais, Donald Tusk, le 22 janvier, à Strasbourg, devant le Parlement européen, fait écho aux propos récents de plusieurs dirigeants des Vingt-Sept. Face aux pressions du président américain, Donald Trump, qui

somme les Européens de financer bien davantage leur sécurité collective, alors que l'Ukraine est en difficulté face à la Russie, beaucoup de responsables du continent cherchent aujourd'hui à faire bouger les lignes sur la « *défense européenne* ». Mais, derrière la vigueur des propos, le chantier apparaît plus que jamais enlisé, suscitant de plus en plus ouvertement de l'inquiétude, voire de la consternation, chez de nombreux spécialistes.

Lire aussi |  [Le plan de la Pologne pour devenir le « bouclier oriental » de l'Europe](#)



« Avant, ces débats étaient relativement théoriques, mais maintenant, c'est devenu urgent », a lancé, mardi 21 janvier, Lembit Uibo, ambassadeur d'Estonie en France, devant l'Association des journalistes de défense. « Il n'y a pas assez d'argent, c'est une question de crédibilité face à l'adversaire », a souligné M. Uibo. Des propos alignés avec ceux de la nouvelle cheffe de la diplomatie européenne, Kaja Kallas, qui a lancé, le 22 janvier, un vibrant appel à « investir » face à une industrie russe de la défense capable, selon elle, de produire « en trois mois (...) plus d'armes et de munitions que nous en douze ».

LA SUITE APRÈS CETTE PUBLICITÉ

Depuis 2022, les Européens ont certes réussi à faire beaucoup en commun pour soutenir l'Ukraine, de l'envoi d'équipement militaire (cofinancé par la « facilité européenne pour la paix ») à la production de munitions (par l'« action de soutien à la production de munitions »). Mais, alors qu'il s'agit maintenant de passer à la vitesse supérieure pour réarmer le continent, les blocages persistent. « L'Europe semble arrivée à son maximum, maintenant, c'est l'inconnue totale », se désole un fonctionnaire bruxellois.

« Rien ne change vraiment »

« Les Européens ont, en effet, engrangé d'énormes progrès en matière de défense depuis 2022 : ils se réarment, ils arment l'Ukraine, ils rationalisent leur industrie d'armement, ils soutiennent financièrement la production industrielle, ils augmentent leur budget, rappelle Nicole Gnesotto, de l'Institut Jacques Delors, dans une récente note d'analyse. Or... rien ne change vraiment, le marché de l'armement reste largement un marché atlantique (...) ; et la guerre en Ukraine ne déclenche aucune innovation en matière de doctrine de défense de l'Union. » Le montant du fonds européen de défense reste par exemple à peine supérieur à 1 milliard d'euros par an.

Principal sujet bloquant du moment : le programme européen pour l'industrie de la défense, dit « EDIP ». Présenté début 2024 à Bruxelles, deux ans après le début de la guerre en Ukraine, afin de définir la façon dont les Européens pourraient produire ensemble de l'armement, il n'a toujours pas été adopté. Ni le Conseil de l'Union européenne (UE) ni le Parlement ne se sont encore mis d'accord sur les détails de ce texte, qui prévoit aussi de financer des achats conjoints, avec un budget initial de 1,5 milliard d'euros.

Les conditions posées par la France compliquent les débats. Alors que la plupart des leaders européens estiment que les industriels du Vieux Continent ne sont pas capables, à ce stade, de répondre à l'explosion de la demande d'équipements militaires et aimeraient se garder de la « flexibilité », selon la formule d'un diplomate européen, pour acheter à des pays tiers, comme les

Etats-Unis ou la Corée du Sud, Paris s'oppose résolument à cette approche.

Le principal point d'achoppement concerne la production, sous licence, sur le sol européen, d'armes étrangères, essentiellement américaines ou sud-coréennes aujourd'hui. Plusieurs pays de l'UE ont recours à ce système de production délocalisée. Depuis 2022, la Pologne a, par exemple, signé d'importants contrats avec la Corée du Sud, pour des obus de 155 mm, et avec les Etats-Unis, pour des lanceurs Patriot. Mais les Français sont résolument opposés au fait qu'un fonds européen puisse entretenir, à terme, cette dépendance. « *C'est un non-sens historique !* », a clamé M. Lecornu, le 21 janvier sur France Inter, promettant d'être « *particulièrement dur et très agressif* » dans les négociations.

Lire aussi |  [La France en quête d'un rapprochement militaire avec la Pologne](#)



Le contentieux est sérieux. Alors que l'EDIP était sur le point d'être adopté, mi-décembre 2024, la discussion a échoué quand Varsovie a obtenu une exception pour la production sous licence de certaines de ses munitions. Brèche dans laquelle s'est engouffrée l'Allemagne, pour demander que l'EDIP puisse aussi financer sa production de missiles Patriot sur son sol, dont la fabrication a encore augmenté, en 2024, avec la construction d'une nouvelle usine en Bavière, dans le cadre d'un joint-venture entre l'américain Raytheon et le missilier européen MBDA. Ce double rebondissement a hérissé les Français, déjà contraints de faire des concessions significatives en matière de « préférence européenne » : après avoir plaidé en vain pour un plafond maximal de 20 % de composants non européens, Paris a dû accepter de porter ce seuil à 35 %, faute d'autonomie continentale sur des segments critiques, comme les puces.

Premier « livre blanc »

Au-delà des questions techniques, le dossier EDIP risque aussi de traîner en longueur en raison du contexte politique allemand. L'adoption de ce texte est en effet suspendue au résultat des élections législatives outre-Rhin, prévues le 23 février, qui doivent désigner un nouveau chancelier, avant de déboucher, selon un calendrier incertain, sur une nouvelle coalition gouvernementale.

Pour ne rien arranger, la campagne électorale allemande pèse plus que jamais sur les discussions relatives aux pistes de financement de la défense européenne, qu'il s'agisse d'un nouveau grand emprunt conjoint, à l'instar de celui mis en œuvre lors de la pandémie de Covid-19, ou de réflexions pour sortir les dépenses de défense du pacte de stabilité, qui limite à 3 % les déficits publics annuels des Etats membres. Toutes ces idées ont, pour l'heure, été mises en sourdine, faute de consensus.

Pourtant, l'enjeu est d'autant plus pressant que Donald Trump exige aujourd'hui des alliés de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) – dont vingt-trois sont membres de l'UE – de dépenser jusqu'à 5 % de leur PIB pour la défense, contre en moyenne près de 2 % pour l'instant. Les Etats n'ont actuellement pas le premier centime pour franchir un tel seuil : un tiers des membres de l'UE sont même aujourd'hui en procédure de déficit excessif, dont la France, l'Italie et la Pologne, qui disposent de trois des plus grandes armées du Vieux Continent.

Lire aussi |  [Défense : les Européens en ordre dispersé face au lobby militaro-industriel américain](#)



Afin de faire progresser les réflexions malgré tout, les Européens se concentrent donc sur ce que les cercles militaires et diplomatiques appellent la « *définition des besoins* ». En clair, les discussions pour

identifier les principales lacunes et s'accorder sur les urgences à combler. Mi-2024, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, estimait ces besoins à environ 500 milliards d'euros sur dix ans. Les échanges actuels doivent aboutir à la présentation, mi-mars, d'un « livre blanc » de la défense européenne, le premier du genre. Un vaste exercice, qui a été confié au commissaire à la défense et à l'espace, le Lituanien Andrius Kubilius.

Là encore, rien n'est simple. Le commissaire, dont le poste vient d'être créé, n'est doté que d'une équipe d'une centaine de personnes, soit relativement peu pour espérer peser au sein de l'administration bruxelloise. En tant qu'ancien premier ministre lituanien très attaché à l'OTAN, M. Kubilius entend s'appuyer sur le même travail de recensement des capacités militaires mené actuellement au sein de l'Alliance atlantique – le « Nato Defence Planning Process ». La communication entre les deux institutions est toutefois aujourd'hui entravée par l'obstruction de la Turquie, membre de l'OTAN, qui refuse tout échange direct d'informations entre l'UE et l'Alliance atlantique.

Ménager les intérêts des industriels

Enfin, M. Kubilius doit ménager les intérêts des industriels de la défense européens, français en tête. Engagés dans une concurrence féroce sur certains programmes (chars du futur, avion de sixième génération) ou appels d'offres, ceux-ci financent toujours leur R&D principalement par leurs exportations au Moyen-Orient ou en Asie. Or, en l'absence de perspectives budgétaires solides en Europe, ils hésitent à prendre des risques pour bousculer leurs chaînes de production et garantir des dates de livraison aux commandes des Européens. « *Je suis désolé, mais vos industriels [français] sont trop lents, ils ne sont pas en économie de guerre* », confiait, il y a peu, un officier issu d'un pays du flanc est.

Lire aussi |  [Rheinmetall, gagnant de l'effort de réarmement allemand, au risque de se faire des ennemis en Russie](#)



Les blocages sur la défense européenne sont enfin technologiques et doctrinaux. Ainsi, si les Européens ont convenu, récemment, à l'OTAN, qu'ils manquaient de drones pour assurer la sécurité des fonds marins, en ce qui concerne les armes de « longue portée », label qui regroupe des équipements très variés et onéreux (du missile capable d'atteindre une cible à 250 kilomètres au missile intercontinental), « *personne ne parle de la même chose* », selon un intime de ces dossiers. Face à l'essor de la menace balistique, les Européens peinent à s'accorder sur le type d'armes à développer. Jusque très récemment, la France considérait même que son parapluie nucléaire suffisait à protéger « *ses intérêts vitaux* », avant d'amorcer un changement de posture face à la surenchère de Moscou.

« *Tout cela est trop long, bien sûr* », reconnaît l'eurodéputé François-Xavier Bellamy, chef de file des Républicains (LR) au Parlement européen et rapporteur du programme EDIP. « *Les Européens ont raté le coche de la construction de l'Europe de la défense depuis longtemps, mais cela va se faire. La France a les moyens de débloquer la situation et de faire valoir sa vision des choses* », veut croire le parlementaire européen. A cause du temps perdu, les Français vont, toutefois, devoir composer avec l'administration Trump. Or si l'administration Biden n'avait déjà pas été tendre avec les intérêts de Paris lors de la première phase de négociation autour de l'EDIP, il y a peu de chances que Donald Trump et son entourage se montrent plus conciliants.